

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MGF

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.733.475 euros
Siège social : 18 rue Baudin – 92300 Levallois-Perret
451 190 300 RCS NANTERRE

Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale mixte du 30 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et votre consultation écrite, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MGF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'organe collégial de direction.

Fondement de l'opinion**■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note A) « Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel'

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédit avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu'énoncés dans la note 2D de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ; ► statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2025, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 630,9 dont M€ 6,7 de créances douteuses. Le montant total des dépréciations s'élève à M€ 5,5 comme présenté dans les notes 2D, 2F, 3E, 3I et 3J de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé, en date d'arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► l'identification des indicateurs de dépréciation ; ► la classification des expositions en créances douteuses ; ► la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et du taux de récupération sur une base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen du crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'organe collégial de direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MGF par votre assemblée générale du 29 avril 2022 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et la consultation écrite des actionnaires du 28 janvier 2025 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'organe collégial de direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'organe collégial de direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport à l'organe collégial de direction

Nous remettons à l'organe collégial de direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'organe collégial de direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'organe collégial de direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'organe collégial de direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 22 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de la société MGF,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L. 511-39 du code monétaire et financier, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de mandat de gestion et de commercialisation conclue entre MGF et BNP Paribas Lease Group :

En application de cette convention, le montant facturé par BNP Paribas Lease Group s'élève à 2 020 567,65 € au titre de l'exercice 2025.

Paris-La Défense, le 22 avril 2026

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Luc VALVERDE
Associé

Deloitte & Associés
Julien KOSCIEN
Associé

BILANS COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

ACTIF	2025	2024
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	115 430	28 580
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	195 578	158 593
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	34 729	30 490
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	386 034	349 195
LOCATION SIMPLE	44 941	45 137
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON-VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	22 477	34 735
COMPTES DE REGULARISATION	9 979	7 534
TOTAL DE L'ACTIF	809 167	654 264

(En milliers d'euros)

PASSIF	2025	2024
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	384 360	315 500
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	295 808	220 455
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	35 729	31 490
AUTRES PASSIFS	15 019	12 138
COMPTES DE REGULARISATION	37 699	34 561
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8 379	11 124
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	32 174	28 997
CAPITAL SOUSCRIT	4 682	4 682
PRIMES D'EMISSION	0	0
RESERVES	468	468
ECART DE REEVALUATION	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4	4
REPORT A NOUVEAU	23 846	21 498
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 177	2 348
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	0	0
TOTAL DU PASSIF	809 167	654 264

HORS BILAN COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

	2025	2024
ENGAGEMENTS DONNES	2 914	42
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 914	30
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	12	12
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	0	135 305
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	135 305
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

COMPTES DE RESULTAT	2025	2024
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	6 125	7 081
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-18 397	-17 035
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	154 733	128 060
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-135 516	-107 491
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	16 540	15 819
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-16 412	-15 290
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	3 265	3 379
COMMISSIONS (CHARGES)	-540	-660
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 090	2 235
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 810	-4 995
PRODUIT NET BANCAIRE	13 077	11 135
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-7 225	-7 319
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 853	3 817
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-776	-205
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 076	3 612
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 076	3 612
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-1 899	-1 263
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	3 177	2 348

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX**EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025****1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

NEANT

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de MGF ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

MGF détient 2 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- Une succursale en Italie,
- Une succursale en Allemagne.

Leur activité est identique à celle de MGF. Leurs comptes au 31 décembre 2025 intégrés dans les comptes de MGF ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

B) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement. Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société MGF n'est pas concernée par ce type d'opérations.

C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements.
- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (neuf mois pour les créances sur des collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur.
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.

- Statistiquement pour les créances similaires de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

E) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, MGF a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

MGF ne détient pas de titres de placement.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

MGF ne détient pas de titres d'investissement.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

MGF ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles MGF dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

F) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués.

Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- Le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- Et la limite de dégressivité admise d'autre part.

Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements.

- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G) et H) dans « 3. Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée.
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2025.

G) IMMOBILISATIONS

a) Immobilisations incorporelles

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b) Immobilisations corporelles

Constructions :

La société MGF n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2025.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- Matériel : 5 ans.
- Mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

H) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration.

Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de MGF à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

I) IMPOTS DIFFERES

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2025, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à une charge totale de -1 052 milliers d'euros (+105 milliers d'euros pour la France et -1 157 milliers d'euros pour les succursales).

J) PRODUIT NET BANCAIRE

- **Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.**

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

- **Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple**

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

- **Commissions (charges et produits)**

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

K) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « Autres frais administratifs » pour un montant total de 1 103 milliers d'euros en 2025 (650 milliers d'euros pour la France et 453 milliers d'euros pour les succursales).

3. NOTES SUR LE BILAN**A) OPERATIONS EN DEVICES**

Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2025 sont présentés ci-après :

(En milliers d'euros)

Actifs	France	Succursales	TOTAL 2025
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturage	0	0	0
Autres actifs	0	0	0

(En milliers d'euros)

Passif	France	Succursales	TOTAL 2025
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation	0	0	0

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	2025	2024
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales (1)	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

(1) En 2025 la France ne détient plus de dépôts auprès de la banque de France. Ces dépôts ont été remplacés par des prêts secs de titres afin de constituer le HQLA nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

C) EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

D) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	2025	2024
Créances à vue	63 043	37 106	100 149	28 238
Créances rattachées	0	0	0	19
Total à vue	63 043	37 106	100 149	28 257
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	276	15 000	15 276	323
Créances rattachées	3	1	4	0
Total à terme	279	15 001	15 280	323
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2025	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	63 323	52 107	115 430	28 580

Echéancier au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	15 276	15 276	0	0	0

E) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)**(En milliers d'euros)**

	France				Autres concours à la clientèle et affacturation	TOTAL 2025	TOTAL 2024
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturation			
Encours sains	0	23 431	0	2 117	168 635	194 182	156 845
Encours douteux (1)	0	293	0	8	1 810	2 111	1 624
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-127	0	0	-181	-308	-97
Dotations de l'exercice	0	-41	0	0	-780	-821	-213
Reprises de l'exercice	0	2	0	0	23	25	2
Autres variations	0		0	0	0,0	0	0
Provisions au 31/12/2025 (1) (2)	0	-166	0	0	-938	-1 104	-308
Encours nets	0	23 558	0	2 125	169 507	195 190	158 161
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	68	0	1	319	388	432
Encours totaux	0	23 625	0	2 127	169 826	195 578	158 593

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis France	236	-153	83
Douteux compromis Succursales	593	-531	62
Total douteux compromis	829	-683	145
Douteux non compromis France	66	-14	52
Douteux non compromis Succursales	1 217	-407	810
Total douteux non compromis	1 283	-421	862
TOTAL	2 111	-1 104	1 008

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	194 182	71 659	78 299	41 956	2 268

F) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

(En milliers d'euros)

	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1)	38 800	38 800
Réévaluation sur titres prêtés	-4 080	-4 080
Valeur totale au 31/12/2025	34 720	34 720
Valeur totale au 31/12/2024	30 386	30 386

(1) La société MGF a prêté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de trente millions d'euros à échéance au 18/06/2026 et en date du 31/12/2025 pour une valeur nominale de huit millions huit cent mille euros à échéance au 18/06/2026, soit un total de trente-huit millions huit cent mille euros (38 800 000 €) à échéance au 18/06/2025.

(2) Il s'agit de prêt de titres qualifié réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidité y Coverage Ratio.

(En milliers d'euros)

	Total 2025	Total 2024
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés	10	103
Total Créances rattachées	10	103

Echéancier au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans
Prêt de titres	38 800		38 800	

G) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

H) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

I) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT**(En milliers d'euros)**

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	290 998	78 311	-47 895	0	321 413	-138 371	-60 223	43 870	0	-154 723	166 690
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	278 786	95 813	-18 847	0	355 752	-85 776	-63 856	9 843	0	-139 789	215 963
Total des immobilisations en Crédit-bail	569 783	174 123	-66 742	0	677 165	-224 146	-124 079	53 713	0	-294 512	382 653
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	680	0	-13	0	667	0	0	0	0	0	667
Total des Immobilisations en cours Crédit-bail	680	0	-13	0	667	0	0	0	0	0	667
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	77	0	0	0	77	0	0	0	0	0	77
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	77	0	0	0	77	0	0	0	0	0	77
Total Immobilisations Crédit-bail	570 540	174 123	-66 755	0	677 908	-224 146	-124 079	53 713	0	-294 512	383 396

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	2 964				2 467
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	526				1 522
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	3 490			0	3 989
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-2 095	-381	801	0	-1 675
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-412	-1 092	243	0	-1 262
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-2 507	-1 473	1 044	0	-2 936
Créances rattachées Crédit-bail (3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	1 363			0	1 162
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	456			0	423
Total Créances rattachées Crédit-bail	1 819			0	1 585
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	2 801			0	2 638

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	2 203	-1 561	642
Crédit-bail compromis Succursales	1 348	-1 152	196
Total Crédit-bail compromis	3 551	-2 712	838
Crédit-bail non compromis France	264	-114	150
Crédit-bail non compromis Succursales	174	-110	64
Total Crédit-bail non compromis	439	-224	215
Total crédit-bail	3 989	-2 936	1 053

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1 317 k€ pour la France.

J) LOCATION SIMPLE

(En milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	65 327	11 157	-10 379	0	66 105	-30 289	-12 762	8 767	0	-34 284	31 821
Immobilisations en Location Simple Succursales	12 681	6 535	-877	0	18 338	-2 908	-2 946	240	0	-5 614	12 724
Total des immobilisations en Location Simple	78 007	17 692	-11 257	0	84 443	-33 197	-15 707	9 006	0	-39 898	44 545
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	69	0	0	69	0	0	0	0	0	69
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	69	0	0	69	0	0	0	0	0	69
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	78 007	17 761	-11 257	0	84 512	-33 197	-15 707	9 006	0	-39 898	44 614

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	584			0	527
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	26			0	44
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	610			0	571
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-441	-251	313	0	-379
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-25	-423	411	0	-36
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-465	-674	724	0	-415
Créances rattachées Location Simple (3)					
Créances rattachées Location Simple France	157			0	127
Créances rattachées Location Simple Succursales	24			0	43
Total Créances rattachées Location Simple	182			0	170
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	327			0	327

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Location simple compromis France	495	-365	130
Location simple compromis Succursales	29	-28	2
Total location simple compromis	524	-392	132
Location simple non compromis France	32	-14	18
Location simple non compromis Succursales	15	-9	6
Total location simple non compromis	47	-22	25
Total location simple	571	-415	157

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 322 k€ pour la France.

K) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

L) ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

M) AUTRES ACTIFS

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Autres débiteurs divers	211	988	1 199	1 128
Impôt société	4	81	85	282
Impôt différé actif	590	437	1 028	780
Acompte fournisseurs	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	12	0	12	12
Etat autres Impôts et taxes	330	19 823	20 153	32 529
Comptes débiteurs divers douteux	22	0	22	30
Provisions au 31/12/2023	-26	0	-26	-22
Dotations de l'exercice	-47	0	-47	-34
Reprises de l'exercice	51	0	51	30
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	-22	0	-22	-26
TOTAL	1 147	21 330	22 477	34 735

N) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits à recevoir	503	77	580	113
Valeurs à l'encaissement	153	1 570	1 723	1 687
Charges constatées d'avance	8	3 706	3 714	3 417
Autres	1 487	2 474	3 961	2 317
TOTAL	2 152	7 827	9 979	7 534

O) BANQUES CENTRALES, CCP (PASSIF)

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

P) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes et emprunts à vue	0	702	702	6 996
Dettes rattachées	0	4	4	16
Total à vue	0	705	706	7 012
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	276	382 800	383 076	307 723
Dettes rattachées	0	578	578	765
Total à terme	276	383 378	383 654	308 488
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	276	384 084	384 360	315 500

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	383 076	137 476	81 800	163 100	700

Q) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes à vue	1 515	14 780	16 295	12 502
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	1 515	14 780	16 295	12 502
Comptes à terme	279 400	0	279 400	207 846
Dettes rattachées	113	0	113	108
Total à terme	279 513	0	279 513	207 953
Total des opérations avec la clientèle	281 027	14 780	295 808	220 455

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	279 400	77 258	44 653	148 227	9 262

R) DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Dettes rattachées	38 800	36 000
Revalorisation des titres empruntés	-4 080	-5 614
Total Titres de créances négociables	35 720	31 386

(1) La société MGF a émis des Titres de Créances Négociables (TCN) en date du 10/11/2025 et à échéance du 23/03/2026 pour une valeur nominale d'un million d'euros (1 000 000 €).

(2) La société MGF a emprunté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de trente millions d'euros à échéance au 18/06/2026 et en date du 31/12/2025 pour une valeur nominale de huit millions huit cent mille euros à échéance au 18/06/2026, soit un total de trente-huit millions huit cent mille euros (38 800 000 €) à échéance au 18/06/2025.

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dettes rattachées		
Dettes rattachées sur titres empruntés	10	103
Total Dettes rattachées	10	103

S) AUTRES PASSIFS

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Etat autres impôts et Organismes sociaux	3	146	148	28
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	3 056	1 252	4 308	2 544
Clients et tiers acquéreurs	84	180	264	217
Fournisseurs divers	0	0	0	0
Impôt société	0	618	618	358
Impôt différé passif	324	7 577	7 901	6 735
Participation	0	0	0	0
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Retenues de garantie sur affacturage	0	973	973	1 674
Frais de personnel	0	0	0	0
Autres	23	785	807	581
TOTAL	3 489	11 530	15 019	12 138

T) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits perçus d'avance (1)	14 932	12 136	27 069	23 572
Charges à payer	1 536	1 497	3 033	4 855
Autres	0	4 775	4 775	3 697
Comptes d'encaissement	467	2 355	2 822	2 437
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
TOTAL	16 935	20 764	37 699	34 561

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 14

U) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**(En milliers d'euros)**

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour retraites Succursales	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - frais de personnel France	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - ch générales d'exploit France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges Succursales	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	0	0	0	0	0	0
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses France	16	0	-13	0	0	3
Provisions pour charges diverses Succursales (1)	11 109	0	-2 733	0	0	8 376
TOTAL	11 124	0	-2 746	0	0	8 379

V) DETTES SUBORDONNEES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

W) FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

X) CAPITAUX PROPRES**1) Capital**

Au 31 décembre 2025, le capital social de MGF s'élève à 4 682 220 euros composé de 25 656 actions d'un montant nominal de 182,50 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	4 682	0	0	0	0	4 682
Réserve légale	468	0	0	0	0	468
Autres réserves	0	0	0	0	0	0
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	21 498	2 348	0	0	0	23 846
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	2 348	-2 348	0	3 177	0	3 177
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	28 997	0	0	3 177	0	32 174

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	5 485,11
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	123,84
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements donnés	1 349	1 565	2 914	42
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	1 337	1 565	2 902	30
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	12	0	12	12
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements reçus	12 074	147 100	159 174	135 305
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle (2)	0	0	0	135 305

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Ceux-ci s'élèvent à 159 174 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 135 305 milliers d'euros au 31/12/2024.

B) ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements reçus	12 074	147 100	159 174	
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1)	12 074	147 100	159 174	

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors bilan ".

Ceux-ci s'élèvent à 159 174 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 135 505 milliers d'euros au 31/12/2024.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INFORMATIONS SECTORIELLES

(En milliers d'euros)

	France	Succursales		TOTAL 2025
		Allemagne	Italie	
PRODUIT NET BANCAIRE	2 715	1 945	8 417	13 077
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-2 819	-2 153	-2 253	-7 225

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

(En milliers d'euros)

	2025			2025			2024	
	PRODUITS			CHARGES			Produits	Charges
	France	Succursales	Total	France	Succursales	Total		
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	57	424	481	10	10 097	10 107	1 126	10 278
Opérations avec la clientèle	1 004	4 749	5 753	7 424	746	8 169	6 015	6 584
Obligations et autres titres à revenu fixe	-94	0	-94	0			-49	
Autres intérêts	0	0	0	120		120	0	172
Dotations aux provisions	2	-18	-16	0	0	0	-11	0
Créances passées en perte sur l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprises de provision	0	0	0	0	0	0	0	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	970	5 155	6 125	7 554	10 843	18 397	7 081	17 035

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL

a) Produits sur opérations de Crédit-bail

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	66 372	79 482	145 853	120 655
Reprise de provisions de dépréciation	573	0	573	557
Plus-values de cession	2 875	124	2 999	2 683
Indemnités de résiliation	264	1 070	1 334	1 107
Produits divers	680	4 250	4 931	3 822
Dotations aux provisions	-381	-1 092	-1 473	-919
Créances passées en perte sur l'exercice	-563	-7	-570	-52
Reprises de provision	801	243	1 044	233
Récupérations sur créances amorties	43	0	43	4
TOTAL	70 663	84 069	154 733	128 090

b) Charges sur opérations de Crédit-bail

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	59 501	63 856	123 357	100 465
Dotations aux provisions de dépréciation	721	0	721	496
Moins-values de cessions	1 122	6 573	7 695	3 520
Charges diverses	1 005	2 737	3 743	3 007
TOTAL	62 350	73 166	135 516	107 489

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES**a) Produits sur opérations locations simples****(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	12 030	2 988	15 018	14 287
Reprise de provisions de dépréciation	89	0	89	16
Plus-value de cessions	1 268	45	1 313	1 427
Indemnités de résiliation	226	409	636	12
Produits divers	78	64	142	130
Dotations aux provisions	-251	-423	-674	-58
Créances passées en perte sur l'exercice	-327	-411	-738	-26
Reprises de provision	313	411	724	28
Récupérations sur créances amorties	24	6	29	2
TOTAL	13 451	3 089	16 540	15 819

b) Charges sur opérations de locations simples**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	12 624	2 946	15 569	14 921
Dotations aux provisions de dépréciation	138	0	138	120
Moins-values de cessions	310	340	651	216
Charges diverses	10	44	54	33
TOTAL	13 082	3 331	16 412	15 290

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

E) COMMISSIONS**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	2	0	2
Opérations avec la clientèle Succursales	51	312	40	214
Opérations Affacturage France	0	54	0	104
Opérations Affacturage Succursales	0	2 378	0	2 232
Prestations de services financiers France	98	200	53	320
Prestations de services financiers Succursales	391	320	567	507
TOTAL	540	3 265	660	3 379

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change Succursales	0	0
TOTAL	0	0

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	1 795	0	2 055	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	72	0	44	0
Autres produits ou charges d'assurance France	439	0	63	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	0	0	0	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	4	0
Quote-part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	7	0	6	0
Autres produits Succursales	31	0	57	0
Dotations/Reprises provisions France	13	0	7	19
Dotations/Reprises provisions Succursales	2 733	0	0	2 904
Autres charges France	0	1 795	0	2 058
Autres charges Succursales	0	15	0	14
TOTAL	5 090	1 810	2 235	4 995

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel****(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Salaires et traitements	0	0	0	0
Charges sociales	30	0	30	20
Charges de retraite	0	0	0	0
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	0	0	0
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
TOTAL	30	0	30	20

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 7 195 k€ en 2025 contre 7 298 k€ en 2024 (dont 4 406 k€ pour les succursales en 2025).

Le montant des honoraires CAC s'élève à 82 k€ pour la France et 15 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Deloitte et Ernst and Young.

J) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

K) COUT DU RISQUE**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux provisions	-90	-762	-852	-235
Créances passées en perte sur l'exercice	0	0	0	-1
Reprises de provision	53	22	76	32
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
TOTAL	-37	-739	-776	-205

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

M) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par MGF, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2025, MGF n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

N) IMPOT SUR LES SOCIETES

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Impôt société	-66	-781	-847	-484
Impôt différé	105	-1 157	-1 052	-779
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
TOTAL	38	-1 937	-1 899	-1 263

O) DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Au 31 décembre 2025 les comptes de MGF ne sont pas concernés par ce type d'opération.

6. AUTRES INFORMATIONS

A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

(En milliers d'euros)

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2025
ACTIF			
Créances envers les établissements de crédit	63 323	51 386	114 709
Créances sur la clientèle	0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	294	1 086	1 380
Créances envers la clientèle	14 002	0	14 002
PASSIF			
Dettes envers les établissements de crédit	276	384 084	384 360
Comptes créditeurs de la clientèle	279 513	0	279 513
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	1 905	0	1 905
Comptes de régularisation passif	592	956	1 548
HORS BILAN			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS**(En euros)**

Résultat de l'exercice	3 177 169,25
Report à nouveau	23 846 294,43
Total à répartir	27 023 463,68

(En euros)

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	27 023 463,68
Total réparti	27 023 463,68

C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, MGF, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025
Résultat comptable avant impôt	5 076
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-4 415
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	4 872
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	210
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	2 066
Divers (1)	-2 776
Résultat financier avant impôt au 31/12/2025	5 034

(1) Principalement impact provision IFRS9 pour un montant de -16 K€ et d'une provision pour risques et charges sur réserve financière négative d'un montant de 2 904 k€ pour les succursales

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de MGF au 31 décembre 2025 se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-20 281
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	718
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	11 187
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2025	-8 376
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	-8 376
Provision réserve financière négative	8 376
Réserve financière après provision au 31/12/2025	0
Provision IFRS9	-2 320
Autres	1 088
Réserve financière brute au 31/12/2025	-1 232

c) Consolidation

MGF est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE

Conflit au Moyen-Orient :

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les Etats-Unis, alliés à Israël. MGF n'est présent dans aucun des trois pays et n'est donc pas exposé directement par le conflit mais pourrait être impacté par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 3.177.169,25 EUR, au report à nouveau qui passera de 23.846.294,43 EUR à 27.023.463,68 EUR comme suit :

Résultat de l'exercice	3.177.169,25 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	23.846.294,43 EUR
Résultat	27.023.463,68 EUR
Distribution de dividendes (0 EUR X 25.656 actions)	-0 EUR
Solde au report à nouveau	27.023.463,68 EUR

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2022	2023	2024
Dividende distribué (en euros)	0	0	0

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.